

*L'énergie*

augmente de 6 à 7 p. 100 ce qui d'ici à 1985, pourrait faire croître de 40 p. 100 leurs besoins pétroliers qui oscillent actuellement aux alentours de cinq millions de barils par jour. L'économie mexicaine pour sa part se développe à une telle cadence que d'ici à 1985, elle aura besoin de près de la moitié de sa production qui devrait alors atteindre trois millions de barils par jour. D'ici là, grâce à leurs gigantesques programmes de développement, les pays de l'OPEP auront besoin quant à eux de cinq millions de barils par jour.

L'Union soviétique a ralenti sa production. Des Soviétiques qui fournissent les neuf dixièmes du pétrole consommé dans les pays de l'Europe de l'Est leur ont dit de ne pas s'attendre que ces quantités augmentent. A elle seule l'augmentation de la demande des pays de l'Ouest pourrait contribuer à absorber la totalité du pétrole que produiront les pays de l'OPEP vers la fin des années 80. Si l'on ajoute cette nouvelle demande, nous pourrions tous nous retrouver à nous disputer les approvisionnements du Proche-Orient plafonnant au cours des années 90.

● (2150)

Nous ne pouvons pas non plus fermer les yeux sur les tensions qui existent dans cette région. Depuis trois décennies, le Moyen-Orient a connu une demi-douzaine de guerres, une douzaine de révolutions et d'innombrables assassinats. C'est le berceau du terrorisme, de la politique du désespoir, et une file interminable de pétroliers passent par le détroit d'Ormuz transportant la moitié de tout le pétrole de l'OPEP qui actionne la civilisation occidentale. Un super-pétrolier coulé à l'embouchure du détroit pourrait interrompre cet approvisionnement vital. Il est intéressant de remarquer que Lloyd's of London, la plus importante compagnie d'assurance au monde, assigne une cote de risque de guerre à la région du golfe persique.

C'est la grande incertitude qui règne et personne ne peut prédire ce que sera le prix du pétrole l'année prochaine, et même dans trois ou quatre mois. Après l'embargo de 1974, 20 pays de l'OCDE ont formé l'Agence internationale de l'énergie pour coordonner une approche commune à la consommation et beaucoup dépend de la question de savoir si ses membres réussiront à atteindre à leurs objectifs de fin d'année, soit une réduction de la consommation de deux millions de barils par jour, ce qui représente environ 5 p. 100 de la demande de pétrole du monde occidental. Moins nous utilisons de pétrole collectivement, moins il y a de chance qu'il y ait de nouvelles interruptions et plus lente sera la hausse du prix mondial.

Bien que le gouvernement actuel se soit montré peu soucieux d'honorer les engagements qu'il a pris sur le plan international, l'Agence internationale de l'énergie est importante pour le Canada. La moindre hausse importante du prix intensifiera les conflits entre les alliés de l'Ouest, entre l'Ouest et les communistes et entre des factions au sein des pays. Chaque hausse de 10 p. 100 du prix mondial ajoute un demi-point au taux de l'inflation des pays de l'OCDE. Une hausse rapide et importante soumettrait le système monétaire mondial à des tensions et réduirait le pouvoir d'achat mondial. Que vaut l'autosuffisance canadienne si nous ne pouvons pas vendre nos biens sur le marché mondial? Nous devons aider à établir l'équilibre entre l'offre et la demande.

En juillet dernier, le gouvernement précédent avait arrêté des objectifs canadiens. Ils ont été arrêtés par l'ancien premier ministre qui est maintenant le chef de l'opposition (M. Clark).

Nous avons convenu à ce moment-là de réduire nos importations nettes de pétrole de 100,000 barils par jour en 1980 et de limiter nos importations en 1985 à 600,000 barils.

Récemment, feu le premier ministre Ohira du Japon s'est adressé à notre Parlement et nous a rappelé qu'il était nécessaire que les pays industrialisés de l'Ouest réduisent de façon appréciable leurs importations de pétrole. Le gouvernement actuel ne s'est pas encore attaqué à ce problème. Au dernier sommet, on a beaucoup pressé le premier ministre et la délégation canadienne de réaffirmer les engagements pris au sommet de Tokyo.

Ce ne sera pas facile de respecter les objectifs que nous nous sommes fixés. Nous extrayons quelque 1.6 million de barils par jour, soit presque notre capacité maximale. Ce n'est pas suffisant pour répondre à nos besoins car nous consommons à peu près 1.9 million de barils, c'est-à-dire que nous devons en importer environ 300,000 barils. La production de l'Ouest est à la baisse et selon les estimations les plus optimistes, vers 1985, il nous manquera au moins 600,000 barils par jour. D'aucuns estiment que le manque à consommer sera de 900,000 barils dès cette année-là. En 1990, la pénurie quotidienne s'accroîtra davantage.

C'est dans ce contexte et dans ces circonstances que se déroulent les négociations internationales. J'aimerais signaler qu'en dépit des communiqués publiés par le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) à la suite du sommet de Venise, les résolutions adoptées ressemblent beaucoup à celles du sommet de Tokyo. Je tiens simplement à le répéter. A Venise, les engagements ont été précisés et le Canada a tenté d'aligner sa politique sur celles des nations industrialisées en ce qui concerne les engagements internationaux.

Le communiqué de Tokyo est intéressant et j'aimerais en parler pour signaler combien le libellé et les circonstances se ressemblent quand on le compare à celui du sommet de Venise.

Voici ce qu'on avait déjà déclaré à Tokyo et qui a été repris à Venise:

Les tâches les plus pressantes consistent à réduire la consommation de pétrole et à favoriser le développement d'autres sources d'énergie.

Voilà un refrain qui nous est familier.

Et les autres résolutions de Tokyo? L'une d'elles visait à favoriser dans la mesure du possible l'utilisation, la production et les échanges de charbon sans préjudice à l'environnement. N'est-ce pas là un autre refrain bien connu? Et celui-ci:

Nous devons exploiter d'autres sources d'énergie, surtout celles qui ne contribueront pas à accroître la pollution, surtout celle causée par l'anhydride carbonique et les oxydes sulphureux répandus dans l'atmosphère.

Il sera difficile de maintenir la croissance économique et d'accroître l'emploi à moins de devoir recourir davantage au cours des prochaines décennies à l'énergie nucléaire.

Plus loin nous trouvons l'affirmation suivante:

Nous réaffirmons l'accord intervenu au sommet de Bonn sur la sécurité des approvisionnements en combustibles nucléaires et sur la minimisation du risque de prolifération nucléaire.

Ce sont les technologies nouvelles en matière d'énergie qui mettront à plus long terme le monde à l'abri des crises énergétiques.

Ce sont là des déclarations très bien connues que rappellent les chefs de gouvernement réunis à Venise. A en croire le premier ministre et le ministre de l'Énergie, il y aurait dans cette répétition, l'expression d'une attitude nouvelle des chefs de gouvernement. Mais c'est la reprise exactement de la position adoptée à Tokyo, où le Canada a joué faux et à